



EIDGENÖSSISCHES VOLKSWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'ECONOMIA PUBBLICA

250.2

Berne, le 24.06.1991

Note au Conseil fédéral

Mes entretiens bilatéraux à l'occasion du Forum de Crans-Montana, 21.06.91

Pour sa deuxième édition, le Forum de Crans-Montana avait choisi un thème à la fois très d'actualité et hautement sensible: réalités et perspectives de la situation en URSS. Les multiples aspects de cette problématique - qu'il s'agisse de la dimension politique, économique, commerciale ou sociale - ont été analysés et discutés lors de plusieurs séances spécialisées. La participation était particulièrement relevée et de nombreuses personnalités de haut rang ont fait le déplacement de Crans-Montana. Le fait que les organisateurs aient invités autant des représentants de l'Union que des Républiques soviétiques, voire d'anciens fonctionnaires en désaccord avec le gouvernement actuel, a notamment eu pour conséquence qu'une pluralité d'opinions ont été exprimées et confrontées très librement. Une session séparée a, en outre, été consacrée au processus de coopération économique dans la région de la Mer Noire.

Dans mon allocution d'ouverture, j'ai mis en exergue le lien indissociable existant entre pluralisme démocratique et économie de marché. J'ai d'autre part exprimé l'avis que la réussite du processus de transition passe inévitablement par la mise en place simultanée des éléments essentiels d'un système axé sur le marché. J'ai enfin appelé à une coopération et une solidarité accrues et accélérées de la part des pays occidentaux.

La rencontre de Crans a fourni l'occasion de nombreux contacts bilatéraux, au nombre de cinq pour ce qui me concerne.

Lors de mon entretien avec M. Vladimir STCHERBAKOV, Premier Vice-Premier-Ministre, Ministre de l'économie de l'URSS, celui-ci a insisté sur la nécessité du soutien politique de l'Ouest au processus de réformes en cours dans son pays qui se trouve confronté au phénomène de désintégration, alors même qu'on assiste dans le même temps à une intégration poussée en Europe occidentale. Les relations commerciales mondiales doivent être modifiées et une place doit être faite à l'URSS. Celle-ci est prête à développer une vraie coopération avec ses partenaires internationaux dans l'intérêt réciproque de toutes les parties; elle veut donc apporter sa contribution et non plus seulement obtenir des crédits de la part de l'étranger comme par le passé. C'est par exemple le cas dans le domaine de l'énergie avec la Charte européenne en préparation. De toute manière, de plus en plus de problèmes ne trouveront une solution que par une approche globale, a remarqué M. STCHERBAKOV, en citant la protection de l'environnement, les transports, les communications, la recherche et le développement.



- 2 -

M. STCHERBAKOV a demandé une assistance technique de l'Ouest pour la mise en place d'un réseau de petites et moyennes entreprises et il a regretté l'insuffisance des transferts de capitaux et de savoir-faire vers l'URSS.

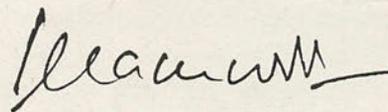
De mon côté, j'ai expliqué la réticence occidentale par le manque de garanties données par Moscou aux décideurs publics et privés. J'ai exprimé l'avis que le gouvernement soviétique devait créer la confiance nécessaire au plan international et que celle-ci passait inévitablement par la résolution de la question des rapports entre l'Union et les Républiques, d'une part, et par la mise en oeuvre résolue et sans ambiguïté des principes de base de l'économie de marché.

La rencontre avec M. Dimitar POPOV, Premier-Ministre bulgare, a été mise à profit pour faire le point de la situation sur les progrès en matière de réformes. J'ai exprimé le regret que la coopération bilatérale n'ait pas progressé aussi rapidement que prévu depuis notre entrevue de Davos. De son côté M. POPOV a estimé que le rythme n'était pas trop mauvais et il a relevé plusieurs éléments positifs, à savoir l'accord avec le FMI et l'accès de son pays aux institutions européennes. C'est ainsi, par exemple, que des négociations avec la CE en vue de la conclusion d'un accord d'association seront entamées en novembre. Il a réitéré sa confiance dans le succès des réformes et a jugé le risque d'un retournement de situation en Bulgarie comme étant faible. Il a demandé la coopération de la Suisse pour ce qui est de la législation dans le domaine de la protection de l'environnement et la formation bancaire. Il a enfin renouvelé avec insistance son invitation à me rendre en Bulgarie.

M. Petre ROMAN, Premier-Ministre roumain, s'est montré satisfait du résultat des réformes entreprises jusqu'ici, mais a exprimé ses soucis quant à la difficulté de la reprise économique. Son pays fait face à un problème d'image sur le plan international qui est en dessous de la réalité.

M. Janez DRNOVSEK, membre de la Présidence yougoslave, a souhaité me voir pour m'entretenir brièvement des négociations en cours en ce qui concerne la future Fédération. La Slovénie et la Croatie vont déclarer leur indépendance le 25 juin et rechercheront une reconnaissance internationale.

J'ai enfin rencontré M. Youssri A. MOUSTAFA, Ministre de l'économie et du commerce extérieur égyptien, qui m'a fait part du fait que les effets négatifs de la crise du Golfe n'avaient pas encore été totalement compensés. L'Egypte attend donc un effort supplémentaire de la communauté internationale.



Jean-Pascal Delamuraz